

A propos de l'innovation

Catherine AUBERTIN

J'ai un peu "tiqué" sur l'innovation en pensant à mon expérience brésilienne, expérience qui a suivi un séjour ivoirien. Au Brésil, contrairement à la Côte d'Ivoire où le terme apparaissait souvent, on parle peu d'innovation quand on traite des questions d'aménagement du territoire. A partir de ce constat, peut-être subjectif et un peu rapide, je propose quelques réflexions en vrac :

Pour que l'on parle d'innovation, il me semble que l'on présuppose l'existence et la reconnaissance d'une population rurale que des décideurs veulent stabiliser géographiquement et socialement. En général, il s'agit de freiner l'exode rural en améliorant les revenus des petits paysans. Le progrès attendu de l'innovation doit conduire à un maintien du statut du paysan, à un maintien des relations villes-campagnes, à un maintien des relations sociales existantes. J'ai un peu l'impression que l'on compte sur l'innovation moins pour aller de l'avant que pour freiner le cours des choses, à savoir la marginalisation toujours plus grande des petits producteurs agricoles. Dans la volonté politique d'innover, il y a un rapport au temps qu'il convient d'analyser.

Au Brésil, on s'interroge encore sur l'existence d'une paysannerie. La promotion de la petite production ne s'applique guère que dans les fronts pionniers particulièrement instables. Les encadreurs ou les intéressés transfèrent des méthodes plus ou moins adaptées, utilisées et testées ailleurs, sans parler d'innovation. Peut-on parler d'innovation lorsque les migrants du Parana (sud du Brésil) plantent spontanément dans le milieu amazonien du Rondonia (nord-ouest du Brésil) des espèces de café qu'ils ont emportés avec eux ? Peut-on parler d'innovation lorsque l'Etat finance largement un programme de réintroduction de l'hévéa en Amazonie, ou encore quand les collecteurs de produits non plantés (caoutchouc sylvestre, noix du Brésil, fruits "sauvages") nettoient autour des arbres et procèdent à des améliorations et sélections successives de variétés natives ?

La réforme agraire a été enterrée. Aujourd'hui on s'accorde à penser qu'il est trop tard. L'essentiel de la production vient des grandes entreprises agricoles et les petits paysans ne sont pas capables de rentabiliser leurs exploitations (épuisement physique, manque d'éducation et de capital...). La réforme agraire n'aurait plus de justification productiviste mais essentiellement sociale.

Quand il s'agit de moderniser, on prend les grands moyens : les petits producteurs sont généralement expulsés au profit de plus gros entrepreneurs, avec mécanisation et correction des sols sur grande échelle, avec production directement intégrée dans le circuit international. S'il y a innovation, elle consiste alors à adapter les méthodes culturelles des pays développés, sans souci de l'environnement, afin de répondre à un marché. Il n'y a pas de soucis sociaux ou écologiques. Ce genre de projet réclame peu de main d'oeuvre et la

terre est toujours une ressource jugée illimitée que l'on utilise de façon prédatrice.

Les seules innovations que l'on présente comme telles sont celles qui touchent les secteurs "traditionnels" de l'Amazonie. Le discours est alors celui des ONG. Il faut aider l'homme à coexister avec son milieu afin de les préserver (le milieu et l'homme, baptisés traditionnels et qui restent à définir...). Pour cela on met à disposition des techniques douces (par exemple coaguler le caoutchouc avec du jus de feuilles de manioc...). Malheureusement ces domaines d'expérimentation, s'ils sont à la pointe d'une réflexion écologique, sont des combats d'arrière-garde du point de vue économique. L'essentiel de la production agricole vient des fermes ultra-modernes de l'Etat de Sao Paulo, la région industrielle la plus développée du Brésil. On peut se demander quel type d'innovation, sur quel type de produits, permettrait au petit producteur d'être concurrentiel avec les grands exploitants.